

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le 2 août 2010

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

COMMUNE DE ST BENOIT SUR LOIRE

S.A.S. ROCAL

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I - INTRODUCTION

Le présent rapport est établi en application des dispositions de l'article R 512-31 du code de l'environnement ; cette démarche, visant à modifier les conditions de l'autorisation initiale, fait suite à la reprise par la société ROCAL, de l'exploitation des activités exercées par la société LES PRODUITS DU VAL D'OR (PVO) qui jouxte son site d'implantation.

Par ailleurs, dans le cadre de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement, les modalités de surveillance provisoire de ces rejets sont intégrées au projet de prescriptions annexé au présent rapport.

II - PRESENTATION

La société ROCAL, dont le siège social est localisé 12, route de Lazy à ST BENOIT SUR LOIRE, bénéficie d'un arrêté d'autorisation en date du 14 septembre 2004 pour l'exploitation d'une unité de préparation et de conditionnement de betteraves rouges.

L'activité de l'entreprise est centrée sur la transformation de betteraves (lavage, pelage, cuisson, découpe) et sur le conditionnement sous vide (produit de la 5^{ème} gamme) ou en frais.

L'arrêté préfectoral du 14 septembre 2004 est délivré pour une entrée en production de 120 t/j de betteraves, en pointe, et de 70 t/j en moyenne.

Ceci correspond à environ 72 t/j de produits finis et 42 t/j, en moyenne.

III – MOTIVATION DU PROJET

Les eaux de lavage des légumes sont traitées par un lagunage aéré avec rejet des eaux traitées en Loire.

La reprise des activités de la société P.V.O. conduit à s'assurer que la capacité de traitement de la lagune aérée est suffisamment dimensionnée pour traiter le flux entrant supplémentaire apporté par les eaux de lavage issues de l'activité de P.V.O.

Le raccordement de ces eaux au lagunage aéré de ROCAL s'accompagne également d'une actualisation et d'une extension du périmètre d'épandage des eaux de process (jus de cuisson, jus de rinçage des légumes et eaux de nettoyage des machines) et des boues issues de lagunage.

1) Capacité du lagunage aéré :

Actuellement, les eaux de lavage des betteraves admises au lagunage aéré sont tenues de respecter, avant rejet en Loire, les valeurs limites et caractéristiques suivantes, fixées à l'arrêté d'autorisation du 14 septembre 2004, à comparer avec les mesures pratiquées en 2009 sur les effluents :

	Concentration (mg/l)		Flux rejeté en Loire Kg/j	
	AP du 14/9/2004	Moyenne 2009	AP du 14/9/2004	Moyenne 2009
Débit moyen m³/j	72	72		
Mest	150	39	10,8	2,7
DBO₅	30	28	2,2	1,9
DCO	125	91	9,0	6,3
NTK	15	8	1,1	0,53
Pt	2	2,7	0,14	0,2

Hormis le paramètre phosphore, le rejet en Loire du lagunage respecte les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral.

Le dépassement sur le phosphore représente 60 g de P par jour, quantité infime en comparaison avec le flux transitant en Loire, qui est de l'ordre de 1 tonne de phosphore par jour, soit 0,006 %.

En cas de non-respect futur de la norme en phosphore, un traitement complémentaire par ajout de chlorure ferrique pourra utilement être mis en place.

A terme, l'activité portera sur un maximum de 35 000 tonnes de produits entrant (31 000 t de betteraves et 4 000 t de pommes de terre), soit 135 t/j.

Le volume des effluents admis au lagunage est estimé à 30 000 m³ par an, soit un volume moyen de 115 m³/j.

La lagune aérée présente une capacité de 3 680 m³ ; soit une capacité hydraulique de 245 m³/j (15 j de temps de séjour) ; la capacité résiduelle disponible est de 130 m³/j.

La lagune de décantation présente une capacité de 750 m³ ; soit une capacité hydraulique de 190 m³/j (4 j de temps de séjour) ; la capacité résiduelle disponible est de 75 m³/j.

En conséquence, la capacité résiduelle disponible au lagunage pour les effluents de l'entreprise PVO est donc de 75 m³/j.

De ce fait, il ressort que le lagunage aéré de ROCAL a la capacité de traiter un volume d'effluents supérieur à celui prévu par l'arrêté d'autorisation.

Les concentrations admissibles au rejet peuvent être conservées, les volumes journaliers moyen et maximal peuvent être portés respectivement à 115 m³/j en moyenne et à 140 m³/j en pointe

Les valeurs limites de rejet et les flux associés sont présentés ci-après :

	Concentration autorisée (mg/l)	Flux admissible en Loire (Kg/j)			
		AUTORISE		PROJETE	
Débit (m³/j)		72	115	115	140
		Flux moyen	Flux maxi	Flux moyen	Flux maxi
Mest	150	10,8	17,3	17,3	21
DBO ₅	30	2,2	3,5	3,5	4,2
DCO	125	9	14,4	14,4	17,5
NTK	15	1,1	1,7	1,7	2,1
Pt	2	0,14	0,2	0,2	0,3

Les flux admissibles en Loire tels qu'ils sont désormais projetés par l'exploitant doivent recevoir l'accord du service en charge de la police des eaux de la Loire;

2) Périmètre d'épandage :

Les eaux de process, autres que les eaux de lavage, à savoir : les jus de cuisson, les jus de rinçage des légumes ainsi que les eaux de nettoyage des machines sont valorisées par épuration agronomique, avec les boues issues du lagunage.

Les eaux de process sont stockées dans une cuve de 50 m³ avant reprise et épandage à l'aide d'une tonne à lisier.

Le trop plein de la cuve de 50 m³ est dirigé dans un bassin de 1 300 m³ équipé d'une canalisation de reprise par la tonne lisier.

La quantité admise à l'épandage est estimée annuellement à :

- 35 000 m³ d'eaux de process ;
- 4 t MS de boues issues du lagunage.

Le nouveau périmètre d'épandage couvre désormais 580,73 hectares dont 499,9 ha épandables, répartis en 7 exploitations.

Les parcelles les plus éloignées se situent à 10 km environ de l'usine.

La surface située en zone vulnérable (sur le territoire des communes de BONNEE et de SULLY SUR LOIRE) est de 177,5 ha et représente 30,5 % du périmètre global.

Sur cette surface, il y a obligation :

- de tenir un plan de fumure prévisionnel ;
- de respecter la quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage, 170 kg N/ha/an de surface agricole utile potentiellement épandable ;
- d'épandre les fertilisants organiques et minéraux en se basant sur l'équilibre de la fertilisation azotée d'épandage ;
- de respecter les conditions particulières d'épandage des fertilisants azotés organiques et minéraux (distances par rapport aux cours d'eau, puits et forage, etc...)

L'épandage est conduit dans les conditions requises à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et reprises à l'article 3.1.8. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2004.

Il fait l'objet d'un programme de suivi technique et agronomique :

* les visites d'épandage (une par semestre) sont effectuées par un organisme spécialisé et portent sur :

- la tenue du cahier d'épandage,
- la programmation des épandages,
- les difficultés techniques et agronomiques rencontrées.

* le suivi agronomique donne lieu à un bilan annuel avec des prélèvements de sols et des enquêtes agronomiques effectuées auprès des agriculteurs du périmètre.

Ce bilan annuel donne lieu à un rapport de synthèse qui précise :

- la composition des eaux de process et des boues de lagunage,
- leur valeur fertilisante et l'évolution,
- les résultats d'analyse de sols et leur évolution,
- l'examen du cahier d'épandage et l'analyse des données,
- le flux traité et la vérification de l'adéquation du périmètre aux besoins de l'épuration agronomique.

IV – SITUATION ADMINISTRATIVE

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, le classement des activités s'établit désormais de la façon suivante :

N°	ACTIVITE	ROCAL AP du 14/09/04	PVO AP du 24/02/05	ROCAL Après reprise de PVO	CLT
2220-1	Préparation ou conservation de produits d'origine végétale avec une quantité de produits entrant supérieure à 10 t/j	120 t/j	60 t/j	240 t/j (135t/j moyen)	A
2910-A-2	Installations de combustion , la puissance thermique des installations étant comprise entre 2 et 20 MW	10,2 MW	4,1 MW	14,3 MW	DC
2920-2-b	Installations de réfrigération ou de compression de fluides non toxiques (air et fréon) ; la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW et inférieure à 500 kW	158,4 kW	87,5 kW	245,9 kW	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs : la puissance maximale est supérieure à 50 kW	22,6 kW	6,5 kW	43 kW	NC
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m³	200 m³	20 m³	220 m³	NC
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits et substances combustibles en quantité supérieure à 500 t) ; le volume des entrepôts étant inférieur à 5 000 m³	570 m³	900 m³	1 470 m³	NC
1532	Dépôt de bois ou matériaux combustibles analogues , y compris les produits finis conditionnés, en quantité inférieure à 1 000 m³	570 m³	140 m³	710 m³	NC
2661-1	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc...) la quantité de matières susceptibles d'être traitée étant inférieure à 1 t/j.	720 kg/j	250 kg/j	970 kg/j	NC

V - CONCLUSIONS

Considérant que la reprise des activités de l'établissement exploité précédemment par les Produits du Val d'Or :

- induit une charge hydraulique journalière supplémentaire peu significative au regard de celle véhiculée par la Loire et que la lagune aérée apparaît suffisamment dimensionnée pour la contenir;
- le service en charge de la police des eaux de la Loire a émis un avis favorable au maintien des normes de rejet existantes et préconise, un redimensionnement de la lagune de décantation, portant le stockage de boues de 3 mois à 6 mois, à la charge nominale de la station.
- conduit à modifier et à étendre le périmètre d'épandage des eaux de process et des boues de lagunage.

La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, propose par arrêté préfectoral complémentaire :

- de porter la quantité maximale de produits entrant à 240 t/j (135t/j en moyenne) conformément à la demande sollicitée par la SAS ROCAL ;
- de modifier les caractéristiques des conditions de rejet fixées à l'article 3.1.6. de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2004 en portant le débit de rejet en Loire de 115 m³/j à 140 m³/j;
- de reprendre la préconisation du service en charge de la police des eaux de la Loire dans le cas où la production de boues se révélerait être sensiblement supérieure à celle estimée;
- d'intégrer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'en améliorer la connaissance qualitative et quantitative;
- de définir le nouveau parcellaire du périmètre d'épandage.

Le projet d'arrêté joint en annexe au présent rapport est rédigé en ce sens.

Conformément à l'article R 512.31 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté doit être soumis préalablement à l'avis des membres du CODERST auxquels nous proposons d'émettre un avis favorable.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret- DDPP
Sécurité de l'Environnement Industriel- 45042 ORLEANS CEDEX

Orléans, le

Signé